En août 2026, le commandant kurde, Mazloum Abdi, a annoncé la dissolution des Forces démocratiques syriennes (FDS), mettant ainsi fin à l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES). Les soldats et les civils kurdes ont officiellement intégré le nouveau gouvernement syrien. Mazloum Abdi est devenu un conseiller d'Ahmad al-Sharaa, responsable de la phase d'intégration. Comment, après avoir contrôlé plus du tiers de la Syrie et avoir vaincu Daesh, les Kurdes ont-ils abandonné une autonomie si chèrement gagnée ?

Article paru dans *Outre Terre*, Revue européenne de géopolitique, n° 63 : *Téhéran libéré ? – Le facteur kurde*, novembre 2026

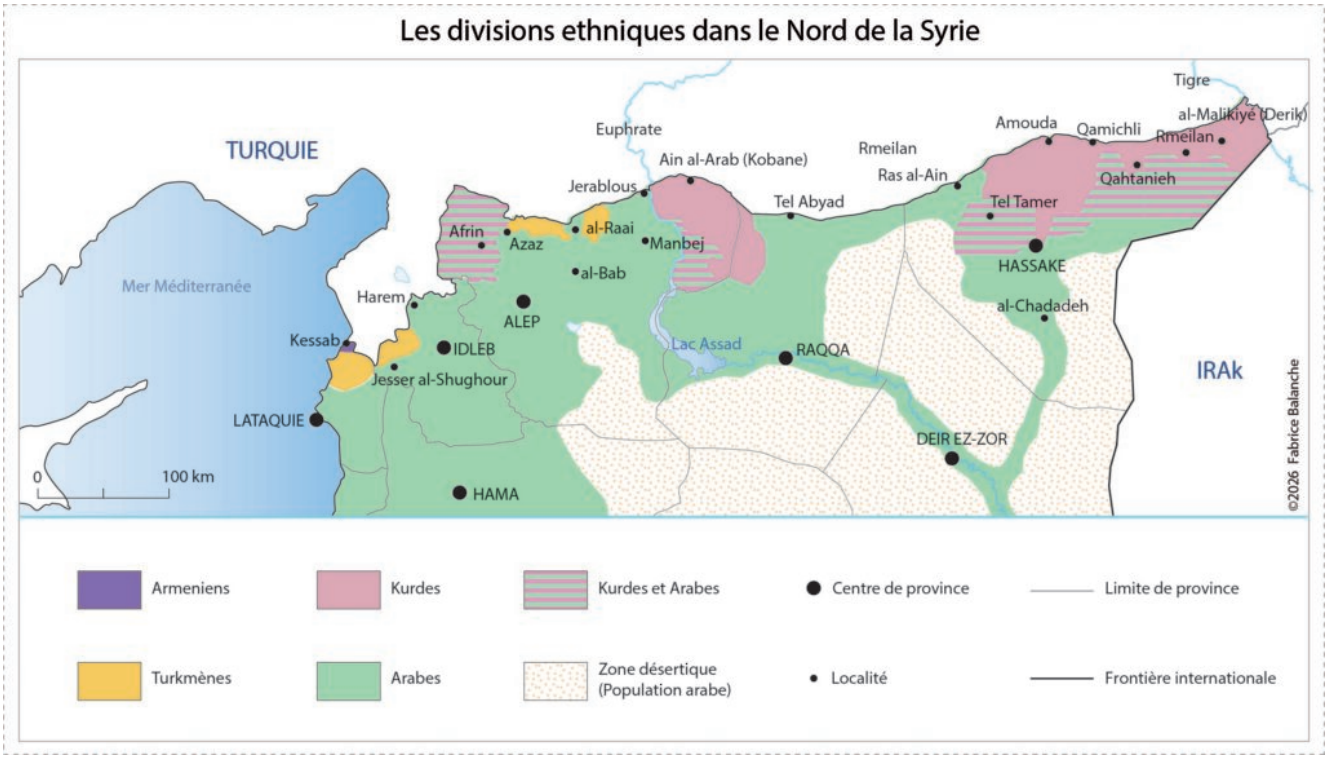
Après la défaite de Bachar al-Assad, les Kurdes sont devenus moins utiles pour les puissances occidentales et même encombrants. Ils souhaitaient en effet conserver les territoires qu'ils avaient conquis et leur autonomie. Or, pour les États-Unis et les pays européens, la priorité était désormais de réunifier la Syrie autour d'al-Charaa, présenté comme la seule solution pour assurer sa stabilité. Par conséquent, les dirigeants kurdes ont été sommés par Washington de négocier un accord avec Damas. Le 10 mars 2025, Mazloum Abdi, le chef des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), se rendit à leurs arguments et monta à bord d'un hélicoptère américain pour aller à Damas et signer un traité avec Ahmad al-Charaa. Ce dernier venait de faire massacrer quelques milliers d'alaouites dans la région côtière. Il cherchait à prouver aux Occidentaux qu'il était capable d'unifier la Syrie par la négociation. Une semaine avant la conférence annuelle des donateurs à Bruxelles, cet accord était le bienvenu. En effet, les images des tueries à Banias et Jableh jetaient un froid sur son personnage, rappelant qu'il ne s'était peut-être pas tant déradicalisé que cela.

Un jeu de dupes

Le compromis du 10 mars 2025 prévoyait l'incorporation des FDS dans la nouvelle armée syrienne et des divers organes de l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) dans ceux de l'État syrien. Une série de comités « techniques » devait réaliser ces objectifs jusqu'au 31 décembre 2025, date à laquelle la fusion devait être effectuée. Cependant, toutes les discussions ont échoué, car chaque partie maintenait ses positions. Du côté de l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, on souhaitait simplement hisser le drapeau syrien sur les bâtiments officiels et utiliser des formulaires avec les deux noms. Il n'était pas question d'intégrer les membres des FDS à titre individuel dans l'armée syrienne, mais plutôt de créer des unités autonomes relevant formellement du ministère de la Défense syrien, à l'instar des régiments de peshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) en Irak. Mazloum Abdi ne faisait pas confiance à Ahmad al-Charaa. Il a accepté cet accord dans l'espoir de maintenir le soutien américain et de calmer les Arabes

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

vivant dans l'AANES, qui représentait les deux tiers de la population. Car ils menaçaient de se soulever si la région ne retournait pas sous la souveraineté de Damas. Toute la vallée de l'Euphrate de Sarin à la frontière irakienne est arabe. La province de Hassakeh est mixte. La majorité du chef-lieu est arabe, tandis que les villages kurdes et arabes sont entremêlés autour de Qamishli, ville considérée comme la capitale officieuse du Kurdistan syrien.



Les dirigeants kurdes espéraient que le régime d'Ahmad al-Charaa s'effondrerait sous la pression interne d'un mouvement de contestation. L'objectif était de gagner du temps. Du côté de Damas, il n'était pas question de concéder la moindre liberté aux Kurdes. La déclaration constitutionnelle du 13 mars 2025 était sans équivoque, puisqu'elle affirmait la centralisation du pays et déniait toute autonomie à quiconque en Syrie, ce qui était en totale contradiction avec l'accord du 10 mars. Tout au long de l'année 2025, une série de réunions de différents comités s'est tenue, mais sans succès notable. Le massacre des Druzes en juillet 2025 a démontré de manière criante quelle stratégie Ahmad al-Charaa comptait adopter envers les Kurdes. Mais, il devait faire preuve de patience, car les Kurdes jouissaient encore d'un certain crédit de sympathie auprès de l'Occident en raison de leur engagement contre Daech, tandis que des doutes subsistaient quant à sa soi-disant déradicalisation. Sa priorité était de faire lever les sanctions contre la Syrie, grâce à une opération de charme à l'international, dont l'apothéose fut son discours à l'assemblée générale de l'ONU, en septembre 2026. Il lui fallait aussi conforter sa position militaire avant de se lancer à l'assaut

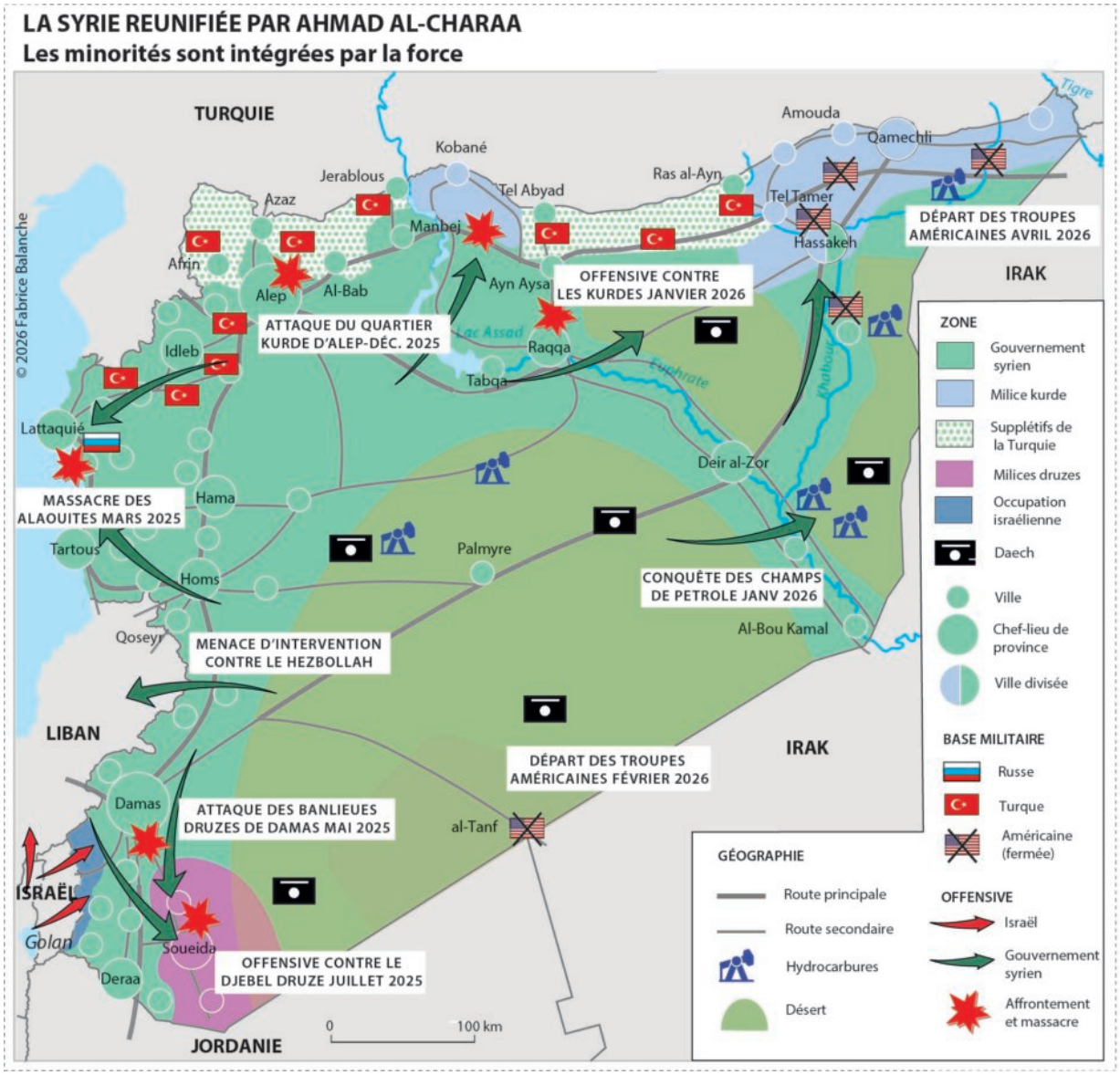
Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

les bastions kurdes, car, à la différence des milices druzes, il allait se confronter à une véritable armée, composée de combattants aguerris au combat et dotés de matériel lourd.

Les Kurdes sont trahis par les États-Unis

En décembre 2025, des affrontements armés éclatèrent entre les forces kurdes et celles d'Ahmad al-Charaa à Alep. Le quartier kurde de Cheik Maqsoud est assiégé jusqu'à ce que les YPG, qui défendaient le secteur, l'évacuent. Les secours étant impossibles depuis la rive orientale de l'Euphrate, Mazloum Abdi a dû céder le 9 janvier 2026. Des centaines de combattants, accompagnés de dizaines de milliers de civils kurdes craignant pour leur sécurité à Alep, ont quitté la ville. En effet, des exactions s'étaient déjà produites pendant la bataille de Cheikh Maqsoud. Après avoir remporté une victoire et obtenu le soutien des États-Unis, les milices islamistes, ayant formé l'armée syrienne récemment créée, ont lancé l'offensive contre le territoire de l'AANES. Tout d'abord, le 17 janvier 2026, Ahmad al-Charaa a exigé que les FDS se retirent des terres à l'ouest de l'Euphrate. Mais, une fois que les FDS, sous les conseils américains, eurent cette condition, les troupes d'Ahmad al-Charaa traversèrent l'Euphrate à plusieurs endroits entre Raqqa et la frontière irakienne, conquérant ainsi toute la vallée et remontant jusqu'aux portes d'Hassakeh et de Kobané. Cette avancée a été favorisée par l'aide implicite des États-Unis, qui ont trahi leurs alliés kurdes. L'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barack, a même déclaré à cette occasion que les FDS n'avaient plus de raison d'exister. La progression des hommes d'Ahmad al-Charaa a été facilitée par le soutien de la population arabe locale. En vérité, les Arabes n'ont jamais accepté la suprématie kurde à la suite de la déroute de Daech. Un sentiment anti-kurde profondément enraciné dans leur psyché collective s'est développé lorsque le PYD, qui partage l'idéologie du PKK, s'est imposé dans le sillage des YPG, sa branche armée, et a essayé d'instaurer dans la région des principes de laïcité et d'égalité des sexes. Il s'est heurté à des traditions rigides en matière de mœurs et de foi.

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com



Ahmad al-Charaa réunifie la Syrie

Le 19 janvier 2026, les forces du régime syrien ont continué d'avancer vers Hassakeh et Kobané. Les deux secteurs kurdes sont maintenant séparés. Les milices arabes liées aux FDS, y compris les Sanaded, un groupe issu de la tribu Shammar et historiquement allié au YPG, ont toutes déserté. Il ne reste donc plus que le YPG pour défendre ce qui subsiste de l'AANES. Cette fédération arabo-kurde n'était qu'un mythe, car, dans la réalité, les Arabes n'ont jamais adhéré au projet politique et ne rêvaient que de revanche. Pendant que Bachar al-Assad exerçait son autorité à Damas et que les États-Unis appuyaient l'AANES, ils ont toléré la situation. Néanmoins, des soulèvements et des tentatives de réconciliation avec le

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

régime de Bachar al-Assad, motivés par une solidarité arabe, avaient régulièrement éclaté. Mais, ils furent maîtrisés grâce à l'intervention de la coalition internationale. Depuis qu'Ahmad al-Charaa s'est emparé de Damas, les tribus arabes se sont montrées de plus en plus impatientes de rejoindre la République arabe syrienne, susceptible de restaurer leur pouvoir sur la région et l'ordre ancestral qui discrimine les Kurdes.

Les bastions kurdes en sursis

Le YPG s'est retiré dans les territoires kurdes autour de Qamechli et de Kobané, concluant un nouvel accord avec Ahmad al-Charaa. Les forces kurdes maintiennent leur unité au sein de l'armée syrienne. Elles ont la responsabilité des zones kurdes, tandis que les troupes d'al-Charaa n'assureront qu'une présence symbolique. Un officier kurde a été nommé vice-ministre de la Défense. Les fonctionnaires kurdes de l'AANES ont conservé leur poste et ont été intégrés dans le personnel des différents ministères. Cela ressemble davantage à une nouvelle entente qu'à une résolution définitive de la question kurde. Une attaque contre les bastions kurdes aurait pu s'avérer coûteuse en vies et sur le plan diplomatique. De plus, les États-Unis ont réalisé que les troupes d'Ahmad al-Charaa ne seraient pas en mesure de garder en détention des milliers de combattants de Daech capturés dans le Nord-Est. Les premières images des prisons de Raqqa et de Shedadeh, après le départ des YPG, montrent des soldats de la nouvelle armée syrienne qui fraternisent avec les captifs et les libèrent sur-le-champ. L'arrivée au camp de Tel Hol, où étaient retenues les familles de jihadistes, dont une centaine de Français, a suscité la même euphorie chez les détenus. Ces derniers sentaient que leur élargissement était imminent, sans avoir à se soucier de la justice de leur pays d'origine. Voilà pourquoi les États-Unis ont choisi de transférer les 7000 jihadistes encore gardés dans les pénitenciers de Hassakeh et Qamechli vers l'Irak. C'eût pourtant été l'occasion de soumettre ces personnes à un procès en Syrie devant une cour de justice reconnue, puisqu'ils avaient refusé dans le passé de le faire sur le territoire de l'AANES. Mais, les Occidentaux ont préféré éviter le risque d'une décision d'acquittement général, ce qui témoigne de la persistance de leurs doutes à l'égard du nouveau régime syrien.

Depuis janvier 2026, un gouverneur kurde a été nommé à la tête de la province de Hassakeh. Mais, il n'a d'autorité que sur les territoires kurdes. Les forces de Damas s'abstiennent pour l'instant d'y pénétrer. Ils sont toujours sous le contrôle des YPG et des Assaych. Ces derniers s'intègrent progressivement dans l'armée syrienne, où ils constituent des unités séparées, comme l'exigeait Mazloum Abdi dès le départ. Le même processus a lieu dans l'administration, puisque les fonctionnaires sont désormais payés par Damas. Mais les Kurdes refusent de partager avec Damas les puits de pétrole de Rmeilan et le poste frontière de Sémalka avec le Kurdistan d'Irak. Malgré des déclarations officielles positives, la méfiance est de rigueur à l'égard du régime syrien. Mais les Kurdes n'ont pas le choix que de s'intégrer

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com

dans la nouvelle Syrie, dans la mesure où Ahmad al-Charaa a été adoubé par l'Occident. Ils n'ont pas les moyens non plus de résister à une offensive militaire, car ils sont entre l'enclume syrienne et le marteau turc, d'autant plus que les dernières troupes américaines se sont retirées de Syrie en avril 2026. Les forces de Damas encerclent progressivement le territoire kurde, distribuent des armes aux tribus arabes de la région et se préparent pour l'attaque finale. Il semble peu probable que les communautés kurdes puissent être défendues à long terme par les YPG. La situation des Kurdes en Syrie est donc préoccupante. Les Kurdes de Kobané ne pourront pas remporter une nouvelle victoire sans l'appui des États-Unis, comme en 2015, face à Daech. Quant à la Haute Jezireh, autour de Qamechli, elle sera le théâtre d'un conflit sanglant entre Arabes et Kurdes, car les deux populations y sont étroitement imbriquées. Enfin, la Turquie peut donner l'estocade, si les YPG parvenaient tout de même à tenir en échec les troupes d'Ahmad al-Charaa.

Les Kurdes syriens regardent vers Erbil

Mazloum Abdi a bien compris qu'il ne sortirait pas vainqueur d'une confrontation militaire. Il lui faut trouver des appuis extérieurs pour assurer la protection du réduit kurde. Cela le conduit à se rapprocher du Parti Démocratique du Kurdistan dirigé par Massoud Barzani. En novembre 2025, il est venu au forum de Dohuk pour rencontrer les dirigeants du KRG et surtout régler les problèmes qui avaient assombri les relations entre le PYD (la branche politique des YPG) et le PDK. En fait, les Kurdes syriens n'ont guère de fascination pour le PKK, ils aspirent à un mode de développement sur le modèle du KRG. Avant la guerre civile, c'était le PDK qui incarnait le nationalisme kurde en Jezireh et non le PKK. Mais avec la guerre, le parti d'Abdallah Occalan s'est imposé, éliminant les autres partis politiques. Sa stratégie s'est avérée être une impasse. Ils ont perdu Afrin et Ras al-Aïn, sacrifié plus de 10 000 jeunes Kurdes pour libérer Raqqa de Daech, et se retrouvent maintenant seuls et acculés. La seule solution qu'il reste à Mazloum Abdi pour protéger les Kurdes des représailles et espérer conserver une relative autonomie consiste à expulser les cadres du PKK. Ainsi, il répond à une attente de la Turquie, qui, à son tour, peut tolérer l'établissement d'une entité kurde en Syrie, à condition qu'elle s'inspire d'Erbil plutôt que de Qandil.

Ce document a été téléchargé sur le site https://www.fabricebalanche.com